

« La question migratoire est un enjeu européen »

L'Italien Enrico Letta fut l'initiateur, en octobre 2013, de l'opération humanitaire Mare Nostrum, qui a permis durant un an de sauver plus de 170 000 naufragés en Méditerranée.

Entretien

Enrico Letta.
Ancien Président du Conseil italien.

La Commission européenne propose de répartir les réfugiés. Mais Londres, Budapest, Paris refusent. Qu'en pensez-vous ?

En matière de migration, j'ai deux certitudes. On ne peut pas continuer comme cela, en refulant le problème, et personne n'a de baguette magique. Il faut bien distinguer deux phénomènes différents. Il y a d'un côté la migration pour des raisons économiques. Sur ce point, on peut discuter, poser des limites. De l'autre, il y a la question de l'asile politique et des réfugiés. Là, nous sommes face à nous-mêmes, à une valeur européenne qu'est le devoir d'accueil des réfugiés. Ce sont deux dossiers distincts.

Néanmoins, même sur les réfugiés, la France refuse l'idée de quotas ?

Je ne blâme ni Valls ni Cameron. En réalité, ce type de décision ne peut pas être pris au niveau national. On ne peut pas demander à chaque leader national de dire oui ou non aux quotas. Il faut déléguer ce sujet à un niveau supérieur. Je sais que c'est mal perçu en France, mais la question migratoire ne peut être traitée qu'au niveau européen, qu'à Bruxelles. Si on gère les flux migratoires en regardant les sondages, il est impossible de les gérer.

Vous avez pourtant bien décidé, en Italie, de lancer l'opération Mare Nostrum, en 2013 ?



Enrico Letta va prendre la direction de l'Ecole Affaires Internationales de Sciences Po à Paris en septembre.

Oui, mais si j'ai eu la force politique d'imposer Mare Nostrum à l'Italie cela tient aux circonstances. À la présence du pape François en Italie. Et puis à l'émotion suscitée par le naufrage de Lampedusa d'octobre en 2013, par les 350 cercueils alignés et surtout, les 16 cercueils blancs des enfants. Mare Nostrum a été décidée en dix jours. C'était la seule façon de réagir dignement, mais six mois après je n'aurais pas eu la force de le faire.

Vous êtes favorable à un ciblage militaire des embarcations sur les côtes libyennes ?

Oui, il faut un éventail de mesures. L'action militaire contre les passeurs est nécessaire. Le contrôle de la Libye et une nouvelle gestion politique de la crise libyenne est nécessaire aussi. La redistribution en Europe des réfugiés est selon moi souhaitable. L'obligation du pays d'accueil de traiter toutes les demandes, selon le traité de Dublin, est à revoir. C'est

un enjeu majeur pour l'Europe. On ne peut pas invoquer l'Europe pour défendre tel fromage ou appellation contrôlée contre les exportations américaines, et ne pas être fier de notre droit, fermer les yeux sur nos valeurs.

On vous a accusé de favoriser l'immigration clandestine avec Mare Nostrum...

Le débat est faussé. Un jour j'ai demandé à 500 lycéens italiens, que je rencontrais, combien il y avait selon eux d'immigrés en Italie. Je leur ai soumis trois chiffres. 7 %, 14 % ou 20 % ? Ils m'ont massivement répondu 20 %. Or, la réalité c'est 7 %. Et la différence entre ces deux chiffres représente dix millions de personnes. Lorsque la perception est faussée à ce point, sur un thème majeur, c'est grave.

À quoi est-ce dû ?

Les gens voient arriver les bateaux et pensent que c'est une invasion. Ce n'est pas une invasion. Du tout. C'est gérable. Les 40 000 ou 50 000 réfugiés demandant le droit d'asile, que la Commission européenne propose de répartir dans l'Union, sont gérables dans un espace de 500 millions d'Européens. Ce n'est pas une invasion. L'invasion, elle a lieu au Liban où un million de Syriens sont arrivés dans un pays de quatre millions d'habitants. Ici, c'est 0,01 % de la population européenne. Mais politiquement, personne ne s'expose. Seuls les populistes brassent le sujet.

Recueilli par
Laurent MARCHAND.

La France snobe ses visiteurs libyens

Deux ministres du gouvernement de Tripoli, en visite à Paris, n'ont pu rencontrer que quelques parlementaires de droite.

L'histoire

Mohamed Shaiter, ministre de l'Intérieur du gouvernement libyen de Tripoli et Agoub Said, ministre du Pétrole sont de passage à Paris. Pour eux, pas de fanfare à leur arrivée. Leur avion, affrété par une compagnie privée, s'est discrètement posé dans un aéroport parisien. D'ailleurs, aucun rendez-vous avec des ministres ou des conseillers (même obscurs) n'est inscrit à leur agenda. À défaut des ors de la République, c'est dans des ors privés qu'ils reçoivent.

Dédaignés par la France qui soutient le gouvernement de Tobrouk, celui du général Haftar, ils ne sont toutefois pas seuls. Un ancien ministre de la Justice, Dominique Perben, désormais avocat, et une très discrète société de « gestion de projets spéciaux » – comprenez lobbying –, World Assets Transition, les couronnent pour les aider à trouver des relais en France.

En deux jours, ils arrangent des rendez-vous avec Christophe-André Frassa, sénateur des Français de l'étranger, Yves Pozzo di Borgo, sénateur de Paris et Ladislav Poniatowski, sénateur de l'Eure. Pour trouver quelques politiques disposés au moins à les écouter, il faut se tourner vers l'UMP. Et encore. Eric Ciotti, député des Alpes-Maritimes, a décommandé la rencontre quinze minutes avant, sur pression du Quai d'Orsay...

Mais pourquoi sont-ils à ce point inféquentables ? « **Nous ne sommes pas les islamistes qu'on dit, nous combattons l'État islamique**, affirme Agoub Said. **On ne demande pas une reconnaissance politique ou des armes à la France. Mais de pouvoir travailler à la paix, à la réconciliation et à résoudre l'afflux de migrants.** » Tenaces, ils reviendront dans trois semaines. En espérant enfin pouvoir rencontrer des autorités françaises.

Jacques DUPLESSY.

Kerry Le secrétaire d'État américain, John Kerry, 71 ans, se promenait à vélo hier près de Scionzier (Haute-Savoie). Il est tombé dans un virage.

Ses importants rendez-vous diplomatiques ont été annulés. Il est reparti d'urgence se faire soigner le fémur aux États-Unis.

Quatre Français indésirables en Russie

Moscou a émis une liste de 89 personnalités interdites de séjour sur son territoire, dont Bernard-Henri Lévy ou Daniel Cohn-Bendit.

Moscou.
De notre correspondante

Plusieurs ambassades européennes ont reçu, vendredi, une liste de personnes désormais interdites d'entrée sur le territoire russe. 89 noms au total : anciens chefs de gouvernement et parlementaires en activité, hauts responsables de la défense et intellectuels, qui ont en commun d'être de fervents critiques de la politique de Vladimir Poutine, surtout depuis l'annexion de la Crimée en mars 2014 et l'intensification de la crise ukrainienne.

Quatre Français figurent parmi les blacklistés, aux côtés d'hommes et de femmes politiques britanniques, polonais, suédois, allemands, tchèques, néerlandais, finlandais et belges : l'intellectuel Bernard-Henri Lévy, le président du Comité économique et social européen, Henri Malosse, le patron des députés socialistes, Bruno Le Roux, et Daniel Cohn-Bendit, ancien eurodéputé.

L'ancien ministre tchèque des affaires étrangères Karel Schwarzenberg s'est dit fier de figurer sur une telle liste. D'autres, telle l'eurodéputée suédoise Anna Maria Corazza Bildt, ont réaffirmé leur engagement envers le peuple ukrainien. Selon



Bernard-Henri Lévy est sur la liste.

l'Union européenne, qui a elle-même fermé son territoire à 150 personnalités russes, cette liste est une mesure « **totale et arbitraire et injustifiée, surtout en l'absence de clarification ultérieure et de transparence.** »

Moscou, qui ne souhaitait pas que ces listes soient rendues publiques, fulmine mais confirme que la mesure est une riposte « **à la campagne de sanctions déclenchée contre la Russie par certains États européens, l'Allemagne en tête.** » « **Une liste analogue existe à l'égard de citoyens américains**, a précisé le Ministère des Affaires étrangères russe, **mais nos partenaires américains se comportent de manière plus constructive que les Européens.** »

Véronika DORMAN.

Une vidéo montre l'otage angevine au Yémen

Le Quai d'Orsay l'a authentifiée. Isabelle Prime a été enlevée le 24 février 2015 par un groupe tribal yéménite.

C'est la dernière otage française retenue dans un pays étranger. L'Angvine Isabelle Prime, enlevée le 24 février 2015 à Sanaa, au Yémen, est toujours entre les mains d'un groupe tribal yéménite.

Alors que les négociations se prolongent entre les ravisseurs et l'Etat français, une vidéo mise en scène, et filmée pendant sa captivité, a été réalisée. Les kidnappeurs n'y apparaissent pas.

Sur ces images, dont un extrait de trois secondes a été transmis à la rédaction Ouest-France, mais que nous avons choisi de ne pas diffuser sur notre site Internet, on voit la Française assise sur le sol, vêtue

d'une tenue noire avec foulard. Elle se trouve manifestement dans le désert. La voix tremblante, le visage fatigué, Isabelle Prime implore la France et le président Hollande d'agir pour céder aux ravisseurs. « **Please bring me to France, fast** », dit-elle, probablement sous la menace de ses kidnappeurs (« *S'il vous plaît, ramenez-moi en France, vite* »).

Cette vidéo a pu être authentifiée par le ministère des Affaires étrangères.

La France continue de mener des négociations pour obtenir la libération de l'otage. Les ravisseurs réclament une rançon qui pourrait être évaluée, selon nos sources, à plus

d'un million de dollars. Une négociation qui s'avère délicate dans ce pays où l'organisation islamique Al Qaïda est très présente.

Une mise en scène « artisanale »

Le Quai d'Orsay a été informé samedi de l'existence de cette vidéo qui pourrait avoir été tournée fin mai. « **Elle a également été postée sur Internet mais elle est très difficile à trouver** », constate une source au Quai d'Orsay.

La cellule de crise va visionner lundi ou mardi avec les parents ces images pour ne pas qu'ils les découvrent eux-mêmes. « **Il y a certaines**

choses qu'il convient de décrypter avec eux. » Le quai d'Orsay parle d'une mise en scène « **artisanale** ». Et précise : « **Nous avons toujours bon espoir de libérer Isabelle rapidement en continuant la médiation.** »

Dans un message posté il y a quelques jours sur sa page Facebook, sa collaboratrice Cherine Makawi, kidnappée elle aussi puis relâchée, implorait les ravisseurs yéménites de « **revenir à leur origine, la pratique d'un véritable Islam** », et de relâcher Isabelle, « **que le peuple yéménite considère comme l'une d'entre eux** ».

Arnaud WAJDZIK.

Le monde et l'Europe en bref

Syrie : 27 morts dans l'incendie d'une clinique

Vingt-sept personnes, essentiellement des enfants, ont trouvé la mort hier dans l'incendie accidentel d'une petite clinique de la ville de Qamichli dans le nord-est du pays, à la frontière avec la Turquie. Trente autres

personnes ont été blessées. Un feu de branches sèches se serait propagé à un réservoir de carburant, causant une explosion. Qamichli est contrôlée pour moitié par le régime syrien, pour l'autre par les Kurdes.

Burundi : demande de report des élections

Le Burundi est en crise depuis l'annonce, il y a un mois, la candidature de Pierre Nkurunziza à un troisième mandat à la tête du pays. Face aux violentes tensions, les chefs d'État d'Afrique de l'Est se sont réunis hier, à Dar es Salaam (Tanzanie). Ils ont

demandé un report d'au moins un mois et demi des élections qui doivent se tenir vendredi. Les dirigeants ont également appelé à la fin des émeutes. Les présidents exigent par ailleurs un désarmement des mouvements de jeunesse.

Le changement de sexe gratuit en Argentine

Le ministère de la Santé a approuvé un règlement mettant en application la loi sur l'identité sexuelle votée en 2012. Les interventions chirurgicales de changement de sexe et les traitements hormonaux sont désormais

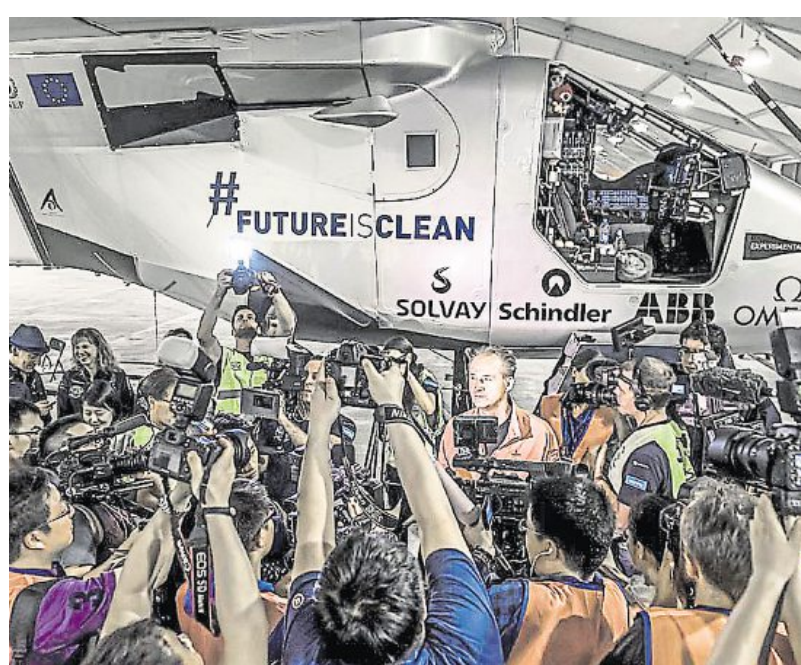
gratuits dans le pays. Les soins devront être couverts par les mutuelles d'entreprise, les hôpitaux publics et les cliniques privées. Les personnes n'auront pas besoin d'autorisation judiciaire ni administrative.

En Australie, le koala déclaré espèce vulnérable

L'État du Queensland s'apprête à classer le koala comme espèce vulnérable dans l'ensemble de son territoire. Jusqu'à maintenant, il ne l'était qu'au sud-est du Queensland. L'animal emblématique d'Australie est victime de l'urbanisation, de la cir-

culcation automobile et des attaques de chiens. À l'arrivée des colons britanniques en 1788, les koalas étaient plus de 10 millions dans le pays. Leur population est aujourd'hui estimée entre 45 000 et 100 000.

Solar Impulse a débuté sa traversée du Pacifique



L'avion révolutionnaire Solar Impulse 2 a décollé de Chine, dans la nuit de samedi à dimanche. Il a mis le cap sur Hawaï (États-Unis). La plus périlleuse des étapes pour le pilote suisse André Borschberg (photo), qui devra tenir seul six jours et six nuits. Propulsé uniquement par l'énergie solaire, l'appareil doté de quatre hé-

lices et de 17 000 cellules photovoltaïques doit traverser le Pacifique sur 8 500 km. Solar Impulse 2 doit faire le tour du monde. Parti d'Abou Dabi le 9 mars, l'engin a déjà fait escale au sultanat d'Oman, en Inde et en Birmanie. Au total, l'aventure durera cinq mois.

Plus de 5 000 migrants secourus depuis vendredi

L'agence européenne chargée des frontières extérieures de l'espace Schengen a indiqué, hier, que plus de 5 000 clandestins ont été sauvés près des côtes italiennes depuis vendredi. Dix-sept corps ont néanmoins été découverts. Les vingt-cinq bateaux venaient de Libye. Des navires

britanniques, maltais, belges, italiens ainsi que des avions islandais et finlandais ont été déployés pour cette opération. Depuis le début de l'année, 45 000 immigrés ont débarqué en Italie. Environ 1 770 hommes, femmes et enfants sont morts en tentant la traversée.

États-Unis : la police tue deux personnes par jour

Selon le quotidien le Washington Post, au moins 385 personnes ont été tuées par les forces de l'ordre depuis janvier. Soit une moyenne de deux individus par jour. Ce décompte est publié alors que le pays est secoué par les violences policières, notamment à l'encontre de

la communauté noire et latino. Les Noirs ont été trois fois plus nombreux à être victimes depuis début 2015. 84 % des personnes tuées étaient armées de pistolets, de couteaux ou autres objets létaux. Ces drames sont souvent le fruit d'altercations mineures qui dégénèrent.

« Urgence Népal » avec Ouest France Solidarité

Si vous souhaitez venir en aide aux Népalais victimes des tremblements de terre, vous pouvez envoyer vos dons à Ouest France Solidarité, Urgence Népal, 10, rue du Breil, 35051 Rennes cedex 9. Ou sur ouestfrancesolidarite.org. L'intégralité de la collecte est reversée aux actions d'aide. Un reçu fiscal vous sera envoyé, début 2016.

